



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 52.582/4  
du 9 janvier 2013

advies 52.582/4  
van 9 januari 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
3 mai 2006 fixant les  
conditions et les modalités  
pour souscrire un contrat de  
travail dans le cadre du Service  
volontaire à la Coopération au  
développement'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
3 mei 2006 tot de bepaling van  
de voorwaarden en de  
modaliteiten om een  
arbeidscontract aan te gaan in  
het kader van de Vrijwillige  
Dienst bij de  
Ontwikkelingssamenwerking'

Le 14 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Coopération au Développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2006 fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Service volontaire à la Coopération au développement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 janvier 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 janvier 2013.

\*

Op 14 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 2006 tot de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van de Vrijwillige Dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 januari 2013.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> sera complété par la mention de la modification de l'article 9<sup>ter</sup>, § 3, de la loi du 21 décembre 1998 'portant création de la Coopération technique belge sous la forme d'une société de droit public' par la loi du 30 décembre 2009 'portant des dispositions diverses'.
2. Dans un alinéa 2 nouveau, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 3 mai 2006 'fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Service volontaire à la coopération au développement' que le projet entend modifier <sup>1</sup>.
3. Les alinéas 3 et 4 pourraient être permutés afin de mentionner dans l'ordre chronologique les formalités en fonction de la date à laquelle celles-ci ont été accomplies <sup>2</sup>.
4. Il y a lieu de compléter le préambule par un visa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ; » <sup>3</sup>.

### DISPOSITIF

#### Article 3

1. L'article 3, 2<sup>o</sup>, du projet a pour objet de remplacer l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté royal du 3 mai 2006 'fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Programme Junior de la Coopération belge au développement' <sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

<sup>2</sup> *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

<sup>3</sup> Voir les articles 19/1 et suivants de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' et l'article 2, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

<sup>4</sup> Il s'agit du nouvel intitulé de l'arrêté royal du 3 mai 2006 'fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Service volontaire à la coopération au développement' (article 1<sup>er</sup> du projet).

Il en résulte que la publication au *Moniteur belge* de l'appel à candidatures afin de recruter des assistants juniors pour mettre en œuvre le Programme Junior de la Coopération belge au développement est supprimée. Le texte en projet maintient uniquement la publication de l'appel à candidatures sur le site internet de la CTB.

Interrogé sur la suppression de la publication au *Moniteur belge*, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« Il est proposé de supprimer la publication au *Moniteur belge* de l'appel à candidature pour le programme Junior. Eu égard à la faible utilisation du *Moniteur belge* par le public cible des jeunes, il a semblé plus adéquat de faire bon usage des canaux de communication actuels afin de garantir une publicité maximale à l'appel à candidature. Outre la publication sur le site internet de la CTB, des sessions d'information ont lieu trois fois par an au siège de la CTB, ainsi que dans des universités belges (dix à douze par an). L'appel à candidature est également diffusé via ACODEV et COPROGRAM et via une mailing list de la CTB à laquelle les personnes intéressées peuvent s'inscrire durant toute l'année. En outre, toutes les personnes qui ont suivi le cycle d'information durant l'année qui a précédé l'appel à candidature seront automatiquement informées. Il a été proposé de ne pas mentionner expressément ces principaux canaux dans le projet d'AR afin de laisser à la CTB la marge suffisante pour lui permettre de développer encore la communication relative à l'appel à candidature et d'apporter les adaptations nécessaires en fonction des opportunités ».

Dans la mesure où l'intention de l'auteur du projet est de garantir une publicité maximale lors de l'appel à candidatures, la section de législation n'aperçoit pas, au regard de l'article 10 de la Constitution, la raison de supprimer la publication au *Moniteur belge* de ce rappel d'autant plus que le projet examiné a pour destinataires non seulement des étudiants mais également des jeunes travailleurs (article 2 du projet, article 1<sup>er</sup>, en projet).

L'article 2, alinéa 2, en projet, sera complété en ce sens.

2. Concernant l'article 3, 3°, du projet, conformément à l'accord du fonctionnaire délégué, celui-ci doit être rédigé comme suit :

« 3° L'alinéa 3 est remplacé comme suit :

'Les personnes intéressées devront remplir le formulaire électronique standardisé de candidature et le *curriculum vitae* électronique qui seront placés sur le site internet de la CTB. La CTB adresse à la personne intéressée, à sa demande, une version papier du formulaire standardisé et du *curriculum vitae*' ».

### OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Aux articles 2 et suivants du projet, dans la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer les mots « de l'arrêté royal du 3 mai 2006 » par les mots « du même arrêté »<sup>5</sup>.
2. Aux articles 2, 4, 5, 6, et 7 du projet, dans la phrase liminaire, il est inutile de préciser que tel article est « abrogé et remplacé » ; il suffit d'écrire que cet article est remplacé car son remplacement emporte par principe l'abrogation du texte en vigueur à ce moment<sup>6</sup>.
3. Aux articles 2, alinéa 2, 3, 5 et 6 en projet<sup>7</sup>, il y a lieu de conjuguer les verbes à l'indicatif présent<sup>8</sup>.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

---

<sup>5</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 112.

<sup>6</sup> *Ibid.*, recommandations n°s 105 et sv.

<sup>7</sup> Articles 3, 2°, 4, 6 et 7 du projet.

<sup>8</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 3.11.1.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. Het eerste lid dient te worden aangevuld met de vermelding van de wijziging van artikel 9ter, § 3, van de wet van 21 december 1998 ‘tot oprichting van de “Belgische Technische Coöperatie” in de vorm van een vennootschap van publiek recht’ bij de wet van 30 december 2009 ‘houdende diverse bepalingen’.
2. In een nieuw tweede lid dient melding te worden gemaakt van het koninklijk besluit van 3 mei ‘tot de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van de vrijwillige dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking’, dat het ontwerp beoogt te wijzigen <sup>1</sup>.
3. Het derde en het vierde lid zouden van plaats kunnen worden gewisseld teneinde de vormvereisten in chronologische volgorde te vermelden aan de hand van de datum waarop ze vervuld zijn <sup>2</sup>.
4. De aanhef dient aangevuld te worden met een als volgt gesteld lid:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;” <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

<sup>2</sup> *Ibid.*, aanbeveling 34, b).

<sup>3</sup> Zie de artikelen 19/1 en volgende van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ en artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’.

## DISPOSITIEF

### Artikel 3

1. Artikel 3, 2°, van het ontwerp heeft tot doel het vervangen van het tweede lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 mei 2006 'tot de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van het Juniorprogramma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking' <sup>4</sup>.

Hierdoor vervalt de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de oproep tot kandidaatstelling om junior assistenten aan te werven voor de uitvoering van het Junior Programma van de Belgische ontwikkelingssamenwerking. De ontworpen tekst behoudt uitsluitend de bekendmaking van de oproep tot kandidaatstelling op de internetsite van de BTC.

Op de vraag waarom er geen bekendmaking komt in het *Belgisch Staatsblad* heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

« Il est proposé de supprimer la publication au *Moniteur belge* de l'appel à candidature pour le programme Junior. Eu égard à la faible utilisation du *Moniteur belge* par le public cible des jeunes, il a semblé plus adéquat de faire bon usage des canaux de communication actuels afin de garantir une publicité maximale à l'appel à candidature. Outre la publication sur le site internet de la CTB, des sessions d'information ont lieu trois fois par an au siège de la CTB, ainsi que dans des universités belges (dix à douze par an). L'appel à candidature est également diffusé via ACODEV en COPROGRAM et via une mailing list de la CTB à laquelle les personnes intéressées peuvent s'inscrire durant toute l'année. En outre, toutes les personnes qui ont suivi le cycle d'information durant l'année qui a précédé l'appel à candidature seront automatiquement informées. Il a été proposé de ne pas mentionner expressément ces principaux canaux dans le projet d'AR afin de laisser à la CTB la marge suffisante pour lui permettre de développer encore la communication relative à l'appel à candidature et d'apporter les adaptations nécessaires en fonction des opportunités ».

Aangezien de steller van het ontwerp de bedoeling heeft om zo veel mogelijk publiciteit te geven aan de oproep tot kandidaatstelling, ziet de afdeling Wetgeving, gelet op artikel 10 van de Grondwet, niet in waarom die oproep niet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, temeer omdat het onderzochte ontwerp niet uitsluitend gericht is tot studenten, maar ook tot jonge werkenden (artikel 2 van het ontwerp, ontworpen artikel 1).

Het ontworpen artikel 2, tweede lid, dient in die zin aangevuld te worden.

---

<sup>4</sup> Het gaat om het nieuwe opschrift van het koninklijk besluit van 3 mei 2006 'tot de bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten om een arbeidscontract aan te gaan in het kader van de vrijwillige dienst bij de Ontwikkelingssamenwerking' (artikel 1 van het ontwerp).

2. In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar dient artikel 3, 3°, van het ontwerp als volgt gesteld te worden:

“3° Het derde lid wordt vervangen als volgt:

‘De geïnteresseerde personen dienen het gestandaardiseerde elektronische kandidatuurformulier en het elektronische *curriculum vitae* in te vullen, die op de internetsite van de BTC geplaatst zullen worden. Op diens verzoek zendt de BTC naar de geïnteresseerde persoon een papieren versie van het gestandaardiseerd formulier en van het *curriculum vitae*’.

### WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In de inleidende zin van artikel 2 en volgende van het ontwerp dienen de woorden “van het koninklijk besluit van 3 mei 2006” vervangen te worden door de woorden “van hetzelfde koninklijk besluit”<sup>5</sup>.

2. In de inleidende zin van de artikelen 2, 4, 5, 6, en 7 van het ontwerp is het onnodig te verduidelijken dat het desbetreffende artikel wordt “opgeheven en vervangen”; het is voldoende te schrijven dat het artikel wordt vervangen, want de vervanging brengt in principe de opheffing mee van de op dat moment geldende tekst<sup>6</sup>.

3. In de ontworpen artikelen 2, tweede lid, 3, 5 en 6<sup>7</sup>, dienen de werkwoorden vervoegd te worden in de onvoltooid tegenwoordige tijd<sup>8</sup>.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

---

<sup>5</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 112.

<sup>6</sup> *Ibid.*, aanbeveling 105 en volgende.

<sup>7</sup> Artikelen 3, 2°, 4, 6 en 7 van het ontwerp.

<sup>8</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.11.1.